

L'euro est menacé, selon Bruno Le Maire

Bruno Le Maire est inquiet. Le ministre de l'Économie estime en effet que l'euro est menacé par les tensions commerciales et la montée des nationalismes en Europe.

À quelques jours des élections européennes, le message que veut faire passer Bruno Le Maire est très politique. Devant un parterre de journalistes de la presse diplomatique, le ministre français de l'Économie s'est dit inquiet quant à l'avenir de la monnaie unique. Selon l'hôte de Bercy, « il y a ceux qui considèrent comme moi que l'euro est désormais menacé. Il n'a jamais été aussi menacé », alors que la devise européenne fête ses 20 ans cette année. La première des menaces est celle de la montée des populismes d'extrême droite, retient-il. Matteo Salvini, le chef de la Ligue et vice-président du Conseil italien, est « soutenu par Mme Le Pen, par d'autres conservateurs radicaux en Europe et donc eux font un choix qui a le mérite de la clarté, qui est celui de la disparition de l'euro et le retour à des monnaies nationales ».

Message politique

Ce message est tout droit adressé aux électeurs français qui voudraient donner leur voix à la liste du Rassemblement national (ex-Front national). En apportant leurs voix au RN, les Français hypothéqueraient l'avenir de l'euro. Les sondages prévoient une poussée de l'extrême-droite lors des élections européennes. L'autre danger qui menace la monnaie unique, c'est la guerre commerciale que se mènent les États-Unis et la Chine, précise Bruno Le Maire. Ces tensions font peser des risques de crise économique et financière, ainsi qu'une surévaluation des actifs. Si tel est le cas, alors l'euro pourrait être frappé de plein fouet.

Le risque des tensions commerciales

L'escalade des tensions commerciales entre les deux plus grandes économies de la planète s'est encore amplifiée par la signature d'un décret par Donald Trump interdisant aux entreprises américaines de fournir Huawei. Le géant chinois des équipements réseau et de l'électronique grand public ne pourra plus utiliser de technologies de provenance américaine dans ses produits à partir du mois d'août. Intel, Google, Qualcomm et d'autres ont commencé à prendre leurs dispositions pour cesser les échanges avec Huawei.